



RAPPORT D'ATELIER



Deuxième atelier des OSC sur les Politiques en Matière de Drogues en Afrique de l'Ouest

Le Ndiambour - Hôtel et Résidence, Dakar, Senegal

13 – 14 Octobre 2015



TABLE OF CONTENTS

Liste des acronymes.....	3
Résumé	4
1.0 Introduction	6
1.1 Mots d'ouverture	7
1.2 Projection de la vidéo de WACD	10
2.0 Mises à jour depuis le premier atelier OSC.....	10
2.1 Récapitulation de IDPC du premier atelier	10
2.2 Présentation du Réseau Ouest Africain des Politiques en matière de Drogues en Afrique de l'Ouest (WADPN)	11
2.3 Présentation de la Section du Sénégal.....	12
3.0 Visites de centre de réduction des risques de Dakar.....	13
4.0 La lutte contre la drogue, la sécurité et le crime organisé	14
4.1 Présentation du rapport de la Commission Ouest Africaine sur les Drogues et les recommandations	14
4.2 Motifs de criminalité	14
4.3 Moderniser l'application des lois contre les stupéfiants	15
5.0 L'UNGASS	16
5.1 Qu'est-ce que l'UNGASS	16
5.2 UNGASS et le mouvement international de réforme	16
5.3 Les processus de l'ONU et les acteurs de l'UNGASS	17
6.0 Plaidoyer pour de meilleures politiques.....	19
7.0 Séance de clôture	21
7.1 Rassembler les données probantes pour des meilleurs plaidoyers (exemple de Ghana) ..	21
7.2 Mots de clôture	22
8.0 Feedback des participants.....	22
Annexe 1: Couverture médiatique	23
Annexe 2: Programme de l'atelier	25
Annexe 3: Liste des participants.....	27
Annexe 4: Photos des travaux de groupe.....	29

LISTE DES ACRONYMES

CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CND	Commission Des Stupéfiants
IDPC	International Drug Policy Consortium
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
OSC	Organisation de la Société Civile
OSF	Open Society Foundation
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
UA	Union Africaine
UNGASS	Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies
USAID	Agence Américaine pour le Développement International
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine
WACD	Commission Ouest Africaine sur les Drogues
WACSI	Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest
WADPN	Réseau Ouest Africaine des Politiques des Drogues

RÉSUMÉ

Le trafic, la consommation et l'usage de drogue constituent de plus en plus une menace pour la sous-région. Cette situation affecte tous les niveaux de la sous-région, de la démocratie, la gouvernance, la santé publique, à la sécurité. Ce qui est plus déplorable, est la réponse des gouvernements Ouest Africains à la question. La stratégie de lutte contre le trafic, la consommation et l'usage de drogue à travers la région est dominée par la justice pénale, avec ses mécanismes punitifs de contrôle des stupéfiants plutôt que de réduction des risques sociaux et de santé. Ces approches prohibitionnistes ont affectées la vie des personnes les plus touchées par la guerre contre les drogues, à travers le surpeuplement des prisons, la corruption, la stigmatisation, les décès par surdose et la propagation du VIH, l'hépatite et la tuberculose.

Les voix appelant à des réformes et à l'intégration des programmes de réduction des risques dans les politiques en matière de drogue en Afrique ne cesse de croître. Une étude menée en 2011 à Dakar pour évaluer la prévalence accrue et les facteurs de risque de VIH, l'hépatite C et l'hépatite B chez les usagers de drogues a emmené le gouvernement Sénégalais à créer un centre de réduction des risques afin d'atténuer les risques liés à la drogue.

VISITE DE CENTRE DE REDUCTION DES RISQUES DE DAKAR

Au cours de l'atelier les participants ont visité le Centre de prise en charge intégrée des addictions de Dakar (CEPIAD), qui est le seul en matière de réduction des risques de la sous-région. Ce fut l'occasion pour les participants de voir et d'échanger avec le personnel du programme de réduction des risques et discuter aussi avec les usagers de drogues qui étaient sous traitement dans le centre. Le centre a un programme de méthadone, aussi, une équipe mobile, constituée de pairs éducateurs, de travailleurs sociaux, de psychologues et de médecins qui distribuent des seringues et des aiguilles stérilisées, et en retour collectent les équipements usagés, à travers Dakar et ses environs.

LUTTE CONTRE LA DROGUE, LA SECURITE ET LE CRIME ORGANISE

Bien que le Sénégal dispose d'un centre de réduction des méfaits, les lois en matière de drogues restent toujours punitives comme dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest. La plupart, sinon tous les pays Ouest-Africains appliquent des lois disproportionnés en matière de lutte contre la drogue qui se concentre presque exclusivement sur la justice pénale. Par conséquent, des milliards de dollars sont injectés par les gouvernements chaque année pour l'application de ces lois, la gestion des prisons surpeuplées, et doter l'armée du nécessaire pour ses interventions etc.

Malheureusement, force est de constater que cette approche n'a pas réussi à réduire l'échelle du marché de drogues partout où elle a été pratiquée pendant les 50 dernières années. Pour renverser cette situation, les gouvernements Ouest-Africains doivent revoir leurs lois. Le succès des lois sur les drogues devrait être mesuré en termes d'amélioration des indicateurs de santé, de développement et la sécurité – non pas le nombre d'arrestations et de saisies. Les lois doivent au même moment s'éloigner de l'objectif d'éradication et afin de réorienter les ressources et l'attention vers la santé publique et les droits humains.

Les lois répressives en matière de drogue auront toujours leurs importances, mais celle-ci devraient se concentrer sur les groupes les plus nocives, dangereux dans le marché de drogues, ou les régions les plus violentes, en agissant donc comme un moyen efficace de dissuasion pour réduire les comportements nocifs parmi les autres groupes.

L'UNGASS

La prochaine Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS) sur le problème mondial de la drogue, convoquée par les Présidents du Mexique, du Guatemala et la Colombie, et soutenu par 95 autres Etats membres de l'ONU est une opportunité pour réfléchir sur les appels croissants à une réforme et un débat sur les politiques en matière de drogues. C'est une occasion pour le monde, y compris l'Afrique de l'Ouest, de réviser les lois actuelles sur la lutte contre les drogues et mettre davantage l'accent sur la santé publique et les droits de l'humains, plutôt que la criminalisation.

LE PLAIDOYER POUR DE MEILLEURES POLITIQUES

Il est nécessaire voir urgent que les OSC de la région engagent leurs gouvernements sur les réformes de politiques en matière de drogues qui est fondée sur les données probantes, avec des messages clairs et simples qui ciblent tous les niveaux de notre société.

1.0 INTRODUCTION

Le trafic de drogue est devenu une nouvelle menace au développement de l'Afrique de l'Ouest. L'Afrique de l'Ouest est non seulement une zone de transit de la drogue en provenance d'Amérique latine vers l'Europe, mais aussi de production et de consommation qui de plus en plus des constituent des problèmes majeurs. Des réseaux de crimes organisés existent dans tous les niveaux de la société en Afrique de l'Ouest et constituent une menace pour la bonne gouvernance, la paix et la stabilité, la croissance économique et la santé publique, pour une région qui vient à peine de sortir de décennies de conflits violents.

Conscients de ces menaces croissantes, Kofi Annan (Ancien Secrétaire Général de l'ONU) a mis en place la Commission Ouest Africaine contre la Drogue (WACD), présidé par l'ancien Président du Nigéria, Olusegun Obasanjo. La Commission est composée de personnalités de divers milieux tels que politique, société civile, santé, sécurité et justice. Après 18 mois de recherches et de consultations, et de visite dans certains pays et communautés les plus touchées de la région, la Commission a publié son rapport avant-gardiste en juin 2014, qui comporte une série de recommandations fondées les faits probants pour de meilleur politiques en matière de drogues dans la région¹.

Le rapport a mis la lumière sur l'ampleur du commerce illicite de drogues. Le trafic de cocaïne est estimé à 1,25 milliard de dollar Américain dans la région, ce qui dépasse largement les budgets nationaux de sécurité de nombreux pays. En outre, la prévalence de la consommation de cannabis en Afrique centrale et de l'Ouest (12,4%) est plus élevée que les prévalences moyennes de l'Afrique et mondiale (7,5% et 3,9%, respectivement).

Le rapport a également souligné l'échec de la guerre contre la drogue qui vise à réduire l'échelle du marché de la drogue. En lieu, force est de constater que la guerre constitue plutôt un gros fardeau pour les systèmes judiciaires déjà surchargé, ce qui incite la corruption, engendre des violences à grande échelle de même que à des violations des droits humains. Le Retrait des sanctions pénales pour usage de drogue est donc l'un des moyens les plus efficaces pour réduire les risques liés à la drogue, afin de faciliter l'accès au traitement, et d'épargner les ressources à l'application des lois. Aussi permettra de mettre l'accent sur les politiques de dissuasion sélectives et cibler les gros trafiquants.

Compte tenu de ces défis, la prochaine Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS) sur le problème mondial de la drogue, à New York en Avril 2016², sera une opportunité unique pour les pays d'Afrique de l'Ouest afin d'évaluer et adapter les politiques actuelles en matière de lutte contre les stupéfiants afin qu'ils répondent aux réalités nationales et régionales.

Cet atelier a été organisé par la Commission Ouest Africaine sur les Drogues (WACD), l'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI) et International Drug Policy Consortium (IDPC), avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) et la Fondation Kofi Annan. Les objectifs de l'atelier étaient de:

¹ <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/rapport/>

² Voir par exemple, <http://www.unodc.org/ungass2016/>, <http://idpc.net/policy-advocacy/the-un-general-assembly-special-session-on-drugs-ungass-2016> and <https://www.opensocietyfoundations.org/explainers/what-ungass-2016>

- Consolider les acquis du précédent atelier des OSC (Accra, 11-12 février, 2015)³ afin de développer davantage les capacités sur les questions liées aux politiques en matière de drogue ;
- Mettre l'accent sur les questions de plaidoyer vers l'UNGASS, la sécurité et l'application des lois ;
- Renforcer les connaissances sur les systèmes régionaux de contrôle des drogues, les politiques efficace en matière de drogues et les meilleures pratiques ;
- Partager les expériences et les meilleures pratiques de plaidoyers pour des politiques fondées sur les données probantes aux niveaux national, régional et international ;
- Expliquer l'UNGASS sur les drogues et la manière dont les OSC peuvent en faire usage dans le cadre de leurs efforts de plaidoyer ;
- Encourager la collaboration entre le gouvernement et les parties prenantes de la société civile dans la lutte contre le trafic de drogue dans la région ; et
- Soutenir davantage le développement du Réseau Ouest Africaine de Politique des Drogues (WADPN)⁴.

1.1 Mots D'ouverture⁵

Mme Nana Asantewa Afadzinu, Directrice Exécutive de WACSI

Nana a commencé son discours avec une histoire d'un pianiste célèbre ghanéen nommé Kiki Djan. Il était une personne exceptionnellement douée et jouait du piano par excellence. Kiki Djan était devenu un professionnel du piano à 12 ans et, à 15 ans, il était le principal pianiste de Osibisa (un group orchestral ghanéen bien connue). Il a fait le tour du monde, rencontré les stars et célébrités de la musique, et même joué pour la Reine d'Angleterre. En 18 ans, il était un millionnaire en dollars. Cependant triste de savoir que, le succès de Kiki Djan se terminait par des problèmes de drogue et il a fini par mendier dans les rues d'Accra. Il a lutté contre la toxicomanie pendant plus de 21 ans et mourut en 2004.

Selon Nana, « Le monde a été volé de son talent à cause de la dépendance et le pays n'a de lois, de systèmes ou institutions en place pour l'aider bien qu'il a désespérément fait appel au secours. Il y a des milliers de Kiki Djan dans notre pays, et des millions dans notre sous-région, qui peuvent contribuer de manière significative au développement de nos nations, mais qui sont pris dans ce piège dont t'ils ne peuvent pas échapper parce que nos politiques, lois, systèmes et institutions ne font rien pour eux, plutôt les traitent comme des criminels, aggravent leur dépendance, les stigmatisent et les maltraitent ».

En outre, Nana a déclaré que l'atelier devrait être l'occasion pour les participants de prendre du recul et d'évaluer le travail qu'ils sont en train de faire au niveau de leurs pays depuis le dernier atelier en termes de dissémination du message approprié et l'atteinte de la bonne cible qui pourraient influencer sur le changement. Cette évaluation devrait également permettre de faire ressortir les défis rencontrés au niveau de chaque pays pour efficacement et effectivement atteindre les objectifs de la WADPN pendant et d'après l'UNGASS.

« Comme nous nous préparons vers l'UNGASS sur les drogues en 2016, le but est d'obtenir un nombre important de gouvernements qui vont soutenir notre programme pour une approche axée sur les droits humains dans la lutte contre les drogues, avec plus d'accent sur la réduction des

³ <http://idpc.net/publications/2015/06/report-of-civil-society-workshop-on-drug-policy-in-west-africa>

⁴ <http://wadpn.blogspot.co.uk/>

⁵ See Annex 1 for a list of media reports from the opening session.

risques et de traiter la question de la consommation et l'abus de drogues comme un problème de santé publique, plutôt que de justice pénale », a-t-elle ajouté. « Nous voulons au même moment une application rigoureuse de la loi à l'encontre des narcotrafiquants ».

Nana a félicité le Sénégal pour leurs stratégies de réduction des risques dans la lutte contre les aux drogues, ce qui est actuellement le seul programme de son genre en Afrique de l'Ouest. Elle a aussi souligné l'engagement personnel de WACSI afin d'assurer que la société civile est non seulement bien informée sur les questions de réforme de politiques en matière de drogues, mais aussi être efficace dans leur travail et aussi efficient dans leur engagement avec les parties prenante pour atteindre les objectifs communs à tous. Pour finir, Nana a remercié les différents partenaires - à savoir OSIWA, IDPC, WACD, l'USAID et la Fondation Kofi Annan - pour leur soutien continu.

M. Scott Bernstein, Responsable de programme pour le Programme Mondial de Politique contre la Drogue (Global Drug Policy Program)

Scott a commencé par remercier les participants pour le travail qu'ils ont fait jusqu'à présent, et a par la suite parlé de la nouvelle campagne contre la guerre sur les drogues, dénommé « Stop The Harm»⁶. Cette campagne a été mise en place par différent mouvement des OSC présents à travers le monde entier qui se sont unis autour d'un objectif commun. Celui de rectifier les défaillances catastrophiques du régime actuel de politiques internationales en matière de drogue à travers la campagne pour de nouvelle politiques solidement ancrées sur la santé, la compassion, et les droits humains.

Il a souhaité aux participants un atelier réussit et leur a demandé de partager des idées, poser des questions au tant que possible au cours de l'atelier, afin de mieux comprendre les problèmes liés aux drogues et à quoi ressemblerait un plaidoyer efficace au niveau des pays. Pour conclure, Scott a exhorté les participants à utiliser l'occasion du débat mondial et commencer à engager toutes les parties prenantes dans cette cause pour de meilleures politiques en matière de drogues dans la région.

M. Abdul Tejan-Cole, Directeur Exécutif d'OSIWA

Abdul a fait savoir qu'OSIWA, dans l'élaboration de sa stratégie pour faire face aux problèmes liés à la drogue, avait constaté le rôle majeur que jouent les OSC dans la lutte contre la consommation et le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest. Cependant, ils ont également constaté un manque de sensibilisation, d'engagement et de connaissances au sein de la société civile et aussi du grand public ou citoyens en général de l'Afrique de l'Ouest.

Dans cette optique, les trois principaux objectifs de OSIWA sur les questions liées à la drogue sont de : (1) renforcer les capacités des OSC en Afrique de l'Ouest sur les questions liées à la drogue pour répondre à l'impact du trafic et la consommation de drogue sur la démocratie, la gouvernance, la santé et l'économie; (2) Etablir un réseau d'OSC en Afrique de l'Ouest pour aider les partenaires dans le partage de l'information, des idées et des expériences; et (3) Soutenir les OSC afin de plaider pour des politiques de drogues fondées les données probantes.

En outre, il a ajouté que OSIWA est très heureux des progrès réalisés jusqu'à présent et a remercié WACSI et les autres partenaires, et OSC qui étaient directement impliqués sur les questions pour avoir fourni des plates-formes pour l'engagement, la discussion et l'éducation.

⁶ <https://stoptheharm.org/>

Abdul a en plus déclaré qu'il y a un changement de comportement en Afrique occidentale en passant d'une approche punitive vers une approche de réduction des risques. OSIWA a remarqué un changement de ton dans les commentaires reçus du grand public sur les articles appelant à la décriminalisation de l'usage de drogue en Afrique de l'Ouest. Deuxièmement, il y a eu une augmentation significative du nombre de propositions de projets des OCS reçues par OSIWA qui souhaitent s'engager sur les questions de trafic et d'utilisation de stupéfiants en Afrique de l'Ouest, ce qui n'était pas le cas depuis des années.

Abdul a appelé les participants à maintenir la dynamique. « C'est une occasion d'engager les gouvernements d'Afrique de l'Ouest sur les questions liées à la réduction des risques, et nous comptons sur vous en tant que société civile de sensibiliser plus de personnes pour des approches qui prennent en compte les aspirations de la population afin de surmonter les problèmes liés aux drogues. Nous sommes vraiment impatients de continuer l'engagement et nous sommes impressionnés par ce que nous voyons et lisons sur le blog et la page Facebook⁷ de WADPN⁸. Nous espérons que vous serez nombreux à continuer à contribuer au blog afin que nous puissions transformer l'Afrique de l'Ouest et avoir la capacité de répondre à tous ces défis liés au problème de la drogue. Si nous ne le faisons pas, dans quelques années, nous regretterons tous et prendrons la responsabilité de ne pas avoir transmis à la prochaine génération une Afrique de l'Ouest libre de ces questions », a-t-il conclut.

Mme Christine Kafando, Commissaire de WACD

Christine a également profité de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux participants au nom de WACD, et a présenté aux participants un aperçu des objectifs, le mandat et la composition de la Commission. Elle a également présenté les autres commissaires présents à la réunion: Alpha Diallo (Guinée), Adeolu Ogunrombi (Nigeria) et Idrissa Ba (Sénégal)⁹. « La Commission est un organisme indépendant et peut donc parler avec impartialité et franchise. », a-t-elle martelé.

Christine a aussi faire état des problèmes mentionnés dans le rapport de la Commission et ses recommandations clés « Nous nous sommes engagés avec les parties nationales, régionales et internationales, ainsi que des experts techniques, pendant 18 mois avant le lancement de notre rapport en Juin 2014, ici à Dakar » dixit Christine.

Les objectifs du rapport étaient: (1) Elaborer des recommandations de politiques fondées sur les données probantes; (2) Mobiliser l'opinion publique et la volonté politique pour veiller à ce que les problèmes liés à la drogue soient abordés d'une manière efficace et le plus tôt possible; et (3) Développer les capacités acteurs locaux et régionaux ainsi que l'appropriation du rapport.

Christine a en plus mentionné les réalisations de la Commission. En Afrique de l'Ouest, WACD a soutenu deux ateliers régionaux pour la société civile (ceci est le second), ainsi qu'un atelier régional pour les journalistes¹⁰, et la Commission est actuellement impliquée dans une série de visites de haut niveau dans les pays de la région. Au niveau continental, WACD s'est engagé avec l'Union Africaine (UA) et la CEDEAO pour des sensibilisations sur la question. En outre, les commissaires ont animé des séances de discours lors des événements importants à travers le monde entier, par exemple lors des réunions de l'ONU sur la drogue à New York et à Vienne. Les

⁷ <https://www.facebook.com/pages/West-Africa-Drug-Policy-Network/1597839007142916>

⁸ <http://wadpn.blogspot.co.uk/>

⁹ <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/profiles-of-commissioners/>

¹⁰ <http://idpc.net/fr/publications/2015/09/formation-sur-les-politiques-des-drogues-en-afrique-de-l-ouest-pour-les-medias>

commissaires ont également voyagé en Amérique latine pour les dialogues Sud-Sud pour le partager d'expériences entre autres.

Christine a conclu son allocution avec une citation de Kofi Annan, qui montre pourquoi tous ces efforts dans le domaine de la politique des drogues est si important: «Les drogues ont détruit beaucoup de vies, mais les politiques en ont détruit encore davantage ».

Mme Maria-Goretti Ane, Consultant de l'IDPC pour l'Afrique

Comme ses prédécesseurs Maria-Goretti Ane dans son allocution a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants à l'atelier, et a par la suite présenté un aperçu général sur le travail et la mission d'IDPC. IDPC est un réseau mondial de plus de 140 ONG, qui encourage des débats sur les politiques en matière de drogues et la participation des ONG dans le débat international sur les politiques en matière de drogues. IDPC soutient aussi des politiques en matière de drogue fondées sur des données probantes qui sont efficaces pour réduire les risques liés à la drogue.

Outre cela, Maria a expliqué que «au cours des 50 dernières années, nous avons combattu une guerre contre la drogue qui n'a jamais été gagnée. Cette guerre est décrite comme une politique qui a échoué, et nous, à l'IDPC essayons de promouvoir un débat objectif et ouvert sur l'efficacité, la direction et le contenu des politiques en matière de drogues aux niveaux national et international».

Elle a déclaré que l'atelier des deux jours vise à équiper les participants afin de plaider efficacement pour de meilleures politiques en matière de drogues. L'atelier est une occasion pour discuter des problèmes et améliorer encore la situation dans la région.

Maria a également parlé de l'UNGASS, et a appelé tous les participants à faire bon usage des possibilités qu'elle offre pour faire appel à une approche mondiale et équilibrée, avec la participation de la société civile au cours du processus, et un plus grand engagement de l'Afrique dans les débats.

1.2 Projection de la vidéo de WACD

Après les discours d'ouverture et la photo de groupe, une courte vidéo de WACD a été projetée. La vidéo résume le rapport de WACD pour mettre en évidence l'état actuel des politiques en matière de drogue en Afrique de l'Ouest et appelle à la collaboration entre les gouvernements et les OSC de l'Afrique de l'Ouest. La vidéo a été projetée en français¹¹ et en anglais¹².

2.0 MISES A JOUR DEPUIS LE PREMIER ATELIER OSC

2.1 Récapitulation de IDPC du premier atelier

Jamie Bridge, Cadre Senior des politiques et opérations de l'IDPC, a donné un bref résumé de l'atelier tenu à Accra, au Ghana en Février 2015, qui a également été basée sur les Outils de Formation de Politiques en Matière de Drogues en Afrique de l'Ouest développé par IDPC et WACD avec l'appui de l'USAID¹³. Il a encouragé les participants à télécharger l'outil disponible en

¹¹ <https://www.youtube.com/watch?v=hZXaB0m6a20>

¹² <https://www.youtube.com/watch?v=c5dz9d22NGw>

¹³ <http://www.osiwa.org/publication/view/west-africa-drug-policy-training-toolkit-facilitation-guide>

français et en anglais, et peut être utilisé pour les formations et les travaux de plaidoyer au niveau des pays à travers l'Afrique de l'Ouest.

La récapitulation de Jamie a couvert les trois conventions internationales sur les stupéfiants (1961, 1971 et 1988) qui ont été adoptées pour (1) interdire l'offre et la demande de drogues à des fins non médicales, et (2) promouvoir l'accès à ces substances à des fins scientifiques et médicales. L'objectif global de ces conventions était de protéger la santé et le bien-être de l'humanité. Malheureusement, dans la pratique, ceci est devenu un pseudo guerre contre la drogue avec un accent particulier sur la justice pénale, l'application des lois punitives et le tous visent un monde sans drogue.

Cette approche répressive n'a pas permis de réduire l'échelle du marché de la drogue dans le monde, mais plutôt engendré des conséquences négatives graves. Selon un rapport de 2008 de l'ONUDC, ceux-ci comprennent un marché noir criminel de drogues illicites d'une valeur de 360 milliards de dollar Américain, de mauvaises politiques conduisant à un manque d'attention à la santé publique et les droits humains, un déplacement géographique (le soi-disant effet de compression) détournant le problème à de nouvelles régions du monde, avec un déplacement de substance (y compris l'utilisation accrue de drogues de synthèse) et une étiquetage et stigmatisation des personnes qui utilisent des drogues comme des criminels. Plus aberrant souvent venant même de leur propre famille¹⁴.

Jamie a en outre parlé des principes¹⁵ de la politique en matière de drogue de l'IDPC, du déséquilibre des politiques actuelles, de la nécessité de canaliser plus de ressources vers les centres de traitement de la toxicomanie¹⁶ et de santé, les normes de qualité minimum pour le traitement de la drogue de l'UA, l'approche de réduction des risques¹⁷, les étapes recommandées pour une bonne planification des activités de plaidoyer des OSC et le Soutien à la campagne « Soutenez Ne Punissez Pas »¹⁸.

2.2 Présentation du Réseau Ouest Africain des Politique en matière de Drogues en Afrique de l'Ouest (WADPN)

Adeolu Ogunrombi, coordinateur de WADPN, partagé avec les participants l'historique du Réseau, l'état actuel des choses et les prochaines étapes à atteindre pour le Réseau.

L'idée de réseau est pris corps lors d'une réunion des OSC à Accra, au Ghana en Octobre 2013¹⁹. Le mois de juin suivant la réunion d'Accra, précisément lors du lancement du rapport de WACD²⁰ à Dakar, plus de 35 OSC ont assisté à une deuxième réunion et sont convenu de mettre en place un réseau régional. Des points focaux ont été institués dans les pays afin de s'assurer que les autres OSC travaillant sur les question liés aux drogues au niveau national soient coordonnés et connectés à WADPN. Il a également été convenu que WACSI devient le secrétariat du Réseau.

Le Réseau a été soutenu dès le début par WACSI, OSIWA, la Fondation Kofi Annan, WACD et IDPC. L'objectif principal du Réseau est de soutenir la réforme de la politique en matière de

¹⁴ https://www.unodc.org/documents/commissions/CND/CND_Sessions/CND_51/1_CRPs/E-CN7-2008-CRP17_E.pdf

¹⁵ <http://idpc.net/policy-principles>

¹⁶ <http://sa.au.int/en/sites/default/files/MQS%20TREATMENT%20-%20English.pdf>

¹⁷ <http://www.ihra.net/what-is-harm-reduction>

¹⁸ www.supportdontpunish.org

¹⁹ http://allafrica.com/stories/201310291352.html?aa_source=sptlgt-grid

²⁰ <http://www.wacommissionondrugs.org/report/>

drogues en Afrique de l'Ouest basée sur des données probantes et aussi renforcer les capacités des OSC locales afin de palier à l'impact du marché de drogues sur la démocratie, la gouvernance, la sécurité humaine, les droits humains et la santé publique.

Les objectifs spécifiques du réseau sont:

- Cartographier les OSC dans la région, et élaborer une base de données complète des OSC.
- Renforcer les connaissances des OSC afin de plaider en faveur de meilleures politiques en matière de drogues, et de sensibiliser la société civile sur l'impact du marché de la drogue sur la gouvernance, la démocratie, les droits humains, la sécurité, la santé et le développement.
- Assurer l'appropriation et le plaidoyer continu basé sur les recommandations du rapport de WACD.
- Equiper les OSC avec les compétences et les ressources pour le plaidoyer - y compris le renforcement des capacités dans le domaine du réseautage, les relations avec les médias et mobilisation de ressources.
- Partager de meilleures pratiques en matière d'efforts de lutte contre la drogue à travers le monde.
- Favoriser les partenariats et les collaborations durables entre les OSC.

A ce jour, le Réseau a identifié et sélectionné les points focaux nationaux dans les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest, crée des sections au niveau de chaque pays et attribué des subventions à 12 sections nationales afin de soutenir leurs efforts de plaidoyer nationaux. Le Réseau a maintenant un blog et une page Facebook bilingue²¹ (anglais et français²²) pour assurer sa visibilité.

Les prochaines étapes pour le Réseau comprennent la mise en œuvre des activités supportées par subventions de plaidoyer, et l'élaboration un plan stratégique pour les trois prochaines années (2016 - 2019).

2.3 Présentation de la Section du Sénégal

Dr Idrissa Ba, le point focal de WADPN pour ce qui est de la section du Sénégal, a présenté le travail de celle-ci. La section du Sénégal est connu sous l'appellation « Réseau National des Intervenants de la Société Civile sur les Drogues ».

Par sa situation géographique dans la région, le Sénégal est fortement touché par le problème de drogues de l'Afrique de l'Ouest. En 2011, des études ont révélé que 1324 personnes utilisent l'héroïne et ou de la cocaïne à Dakar. Parmi ce groupe, la prévalence du VIH était de 5,2%, tandis que près d'un quart vivaient avec l'hépatite C. La prévalence était encore plus élevée chez ceux qui injectent la drogue: 9,4% pour le VIH et de 38,9% pour le VHC. Les femmes sont aussi plus exposées au VIH.

Ce sont ces données qui ont emmenés le gouvernement sénégalais à créer un centre de réduction des risques pour palier à ces problèmes par le biais d'un processus inclusif, y compris le secteur privé et les OSC.

La nécessité d'instituer un réseau national des OSC a également émergé afin de recueillir leurs points de vue sur les succès et les échecs du programme. La section de Sénégal a été officiellement

²¹ <https://www.facebook.com/West-Africa-Drug-Policy-Network-1597839007142916>

²² <http://wadpn.blogspot.co.uk/>

mise en place en Octobre 2015 grâce un processus inclusif avec les OSC qui travaillent sur les questions liés aux drogues. Comparativement à ses homologues de la région, l'objectif global du réseau est de créer un espace d'échange, de réflexion et de coordination entre les OSC.

Le réseau sénégalais comprend 38 OSC qui sont légalement enregistrées et travaillent dans les domaines de drogue, de santé, des droits humains ou d'autres questions connexes. La section est dotée d'un Comité exécutif de 21 membres, dirigé par un président.

L'enregistrement formel de la section du Sénégal est en cours, de même que l'élaborer d'un plan stratégique qui guidera l'activité et la mobilisation des ressources du réseau. Après cela, le réseau élaborera sa stratégie de communication et de plaidoyer afin d'être le représentant de la société civile lors des rassemblements nationaux et internationaux.

3.0 VISITES DE CENTRE DE REDUCTION DES RISQUES DE DAKAR

Les participants à l'atelier ont visité le Centre de Prise en charge Intégrée des addictions de Dakar (CEPIAD). C'est le seul de son genre en Afrique de l'Ouest, et est équipé de traitement de Substitution aux Opiacé (méthadone) et des activités sociales telles que l'art, la musique et le jardinage pour les usagers de drogues. Aussi, le centre dispose d'une équipe mobile composée d'anciens usagers de drogues, de travailleurs sociaux, de psychologues et de médecins qui distribuent et reçoivent des aiguilles et des seringues dans les différents ghettos de Dakar.



Photo 1: Les participants visitent le centre sénégalais de réduction des méfaits

À la fin de la visite, une vidéo documentaire sur le centre a été projetée, et suivie d'une séance de questions et réponses avec le personnel du centre.

Les questions des participants figuraient les relations entre les institutions chargées de l'application des lois et l'équipe mobile du centre, aussi de qui le centre reçoit le soutien financier nécessaire à l'implémentation de ses activités, et quels sont les défis auxquels le centre est confronté bien d'autres. Dr Idrissa Ba et son équipe ont dit que les lois en matière de drogues au Sénégal sont encore punitives, mais les institutions chargées de l'application des lois ont été impliqué dans le programme dès le début pour une bonne compréhension de la réduction des risques. Par exemple, ils savent que la distribution de seringues aux usagers des drogues injectables ne fera pas augmenter le taux de consommation de drogues, mais réduire les méfaits. Le centre est soutenu par une subvention nationale au VIH du Fonds mondial, mais la durabilité du réseau reste un défi majeur.

4.0 LA LUTTE CONTRE LA DROGUE, LA SECURITE ET LE CRIME ORGANISE

4.1 Présentation du rapport de la Commission Ouest Africaine sur les Drogues et les recommandations

Adeolu Ogunrombi, l'un des Commissaires de WACD, a dit que la situation géographique de l'Afrique Occidentale rend vulnérable la région aux activités criminelles transnationales telles que le trafic de stupéfiants. Les frontières sont poreuses, les côtes sont peu surveillées, existence de nombreux îles inhabitables, et le tout ajouté à la vulnérabilité des institutions face à la corruption.



Figure 1: flux de cocaïne à travers l'Afrique de l'Ouest

Les trafiquants de drogue utilisent ces faiblesses pour convoier de la drogue à partir des centres de production en Amérique latine et en Asie aux principaux marchés de consommation en Europe et aux États-Unis. La consommation et la production de drogue a aussi augmenté dans la région. Selon l'ONU, la valeur annuelle de la cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest est estimée à 1,25 milliard de dollar Américain, une valeur supérieure aux budgets nationaux de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest²³.

Cette situation menace la gouvernance, la sécurité, la justice et les gains économiques de la sous-région. Face à ces situations, le rapport de WACD fait de nombreuses recommandations pour palier à ces faits le plus tôt possible afin d'éviter le pire²⁴.

Adeolu a conclu sa présentation la célèbre citation de Kofi Annan, ancien Secrétaire Général de l'ONU: «Les drogues ont détruit beaucoup de vies, mais les politiques en ont détruit encore davantage ».

4.2 Motifs de criminalité

Jamie Bridge a reparti les participants en quatre groupes (deux francophones et deux anglophones) pour identifier les motifs qui peuvent emmener une personne à s'engager dans le trafic de drogue. Différentes idées étaient évoquées lors des délibérations des groupes - y compris la cupidité, le pouvoir politique, le pouvoir financier, le désir de se faire important et respecté (surtout les politiciens), la violence ou les menaces, les promotions au travail, le chantage, et les ordres de ses supérieurs corrompus. Le but de l'activité était de sensibiliser les participants sur certaines raisons qui poussent les gens à s'impliquer dans le trafic de drogue, et les encourager à penser au-delà des grands titres projeté par les médias face à cela.

²³ https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta/West_Africa_TOCTA_2013_EN.pdf.

²⁴ <http://www.wacommissionondrugs.org/report/>

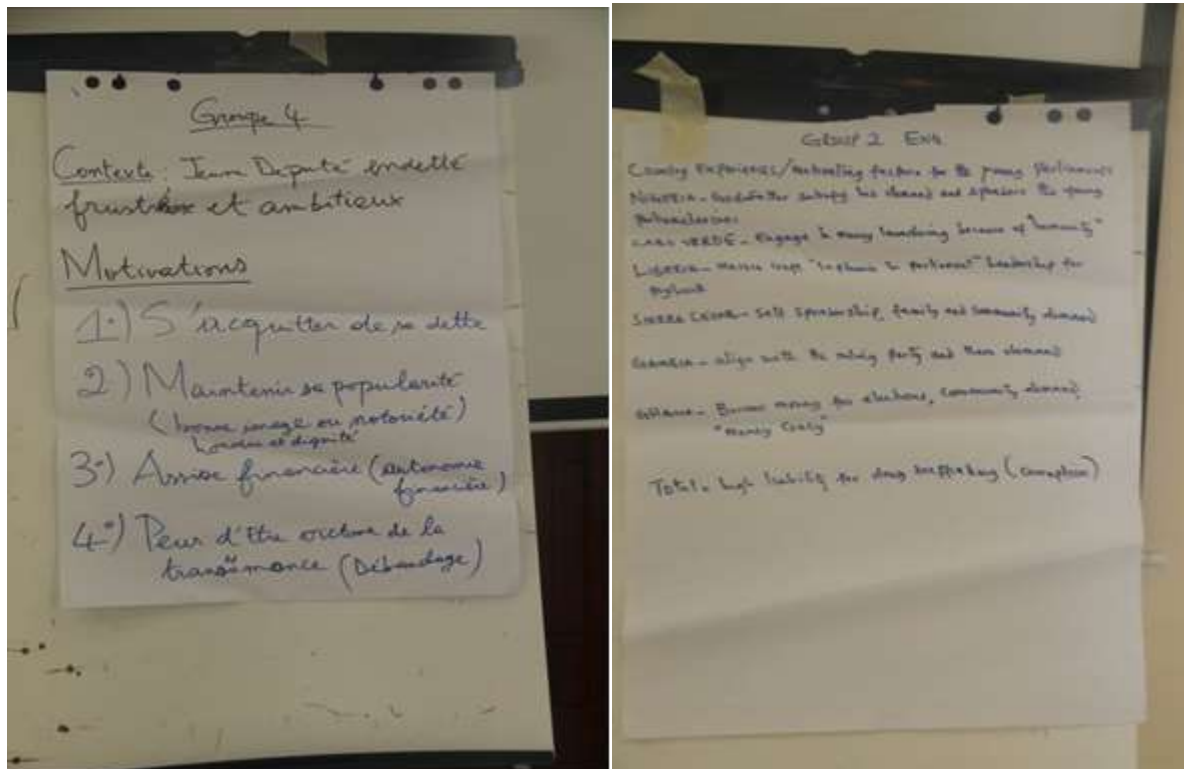


Photo 2: Notes des exercices de groupe

4.3 Moderniser l'application des lois contre les stupéfiants

Jamie Bridge a fait état du « Plan B » relatif à l'application de la loi sur les drogues, comme une alternative à la guerre actuelle contre la drogue. Une approche plus efficace et efficiente en termes d'application de lois en matière de drogues qui a des indicateurs holistique de succès - tels que la santé, le développement et la sécurité, au lieu de se limiter simplement aux nombres d'arrestations et de saisies. Le «plan B» s'écarte de l'éradication de la drogue comme cible majeure, et réoriente les ressources et l'attention vers les parties les plus nocifs du marché de la drogue, par conséquent tolérant vers les parties les plus bénignes. En concentrant l'attention et les ressources sur les groupes criminels les plus dangereux et notoires et les régions les plus violentes, l'approche «dissuasion sélective» dont il s'agit vise donc à réduire dans l'ensemble les risques et dissuader d'autres groupes de recourir à des actions nuisibles similaires.

Un autre élément clé du "Plan B" fournit des alternatives à l'incarcération - comme il est désormais recommandé par l'ONU et l'UA. Pour les infractions mineures liées à la drogue et non violentes, les solutions comprennent la décriminalisation et l'utilisation de sanctions administratives en place, ou le détournement du système de justice pénale et le traitement de la toxicomanie et le soutien volontaire aux toxicomanes. Les sanctions alternatives sont plus bénéfiques pour les police, les prisons et la société, et aide aussi à réduire la stigmatisation et la récidive. Cependant, Jamie a également noté que cette approche nécessite des systèmes robustes de traitement de la toxicomanie et a réitéré la nécessité d'investir dans le système de la santé.

Un autre élément clé de la modernisation des lois sur les drogues est de mettre en place des peines proportionnelles. Les infractions relatives aux drogues donnent souvent lieu à des sanctions pénales strictes voire la peine de mort, les châtiments corporels et l'emprisonnement à vie dans certains pays. Au Nigeria, une personne arrêtée en possession de drogue peut courir 15 à 25 ans

d'emprisonnement. Au Mali, cette personne peut faire face à 5 à 10 ans de prison. Jamie a précisé que les peines pour infractions liées aux drogues devraient être comparables à d'autres infractions similaires et proportionnelles selon l'ampleur de la criminalité et le préjudice causé à la société. Pour cette raison, comme clairement indiqué par l'ONU, la peine de mort ne devrait jamais être appliquée à des crimes liés à la drogue.

En outre, Jamie a ajouté que les systèmes de justice doivent mettre fin aux peines minimales obligatoires liées à la drogue, et de permettre aux juges d'utiliser leur propre discrétion et tenir compte des éléments importants tels que l'ampleur de la criminalité, les motivations possibles (ou coercitions), et l'historique du délinquant.

De plus, Jamie a mis un accent sur la nécessité d'éviter l'autodéfense ou la militarisation des politiques liées aux drogues. Les groupes paramilitaires ou d'auto-défense peuvent intervenir si la police se sent incapable de résoudre le problème de la drogue. Utiliser l'armée pour lutter contre la guerre contre les drogues peut conduire à la violence, telle est le cas au Mexique, avec 60.000 homicides liés à la drogue entre 2006 et 2012, et plus de 26 000 personnes disparu.

Jamie a conclu en disant que la police peut aussi jouer un rôle important dans la réduction des risques, apporter leur aide afin de protéger la santé et le bien-être des usagers de drogues. Jamie a également appelé les participants à plaider en faveur de ces initiatives dans leurs pays respectifs.

5.0 L'UNGASS

5.1 Qu'est-ce-que l'UNGASS

L'Assemblée générale des Nations Unies est le plus haut organe représentatif et de prise de décision de l'ONU, et les Etats membres ou le Conseil de sécurité de l'ONU peut convoquer une session extraordinaire (UNGASS) qui se peut se tenir à tout moment. Ces réunions d'UNGASS peuvent porter sur n'importe quel sujet ; du VIH au développement. La dernière UNGASS sur les drogues s'est tenue en 1998. L'échec continu de la politique en matière de drogue a emmené les Présidents du Mexique, du Guatemala et de la Colombie à convoqué un nouveau UNGASS pour 2016 ; avec l'objectif d'avoir une discussion ouverte et honnête sur les appels sans cesse aux réformes. La demande a été soutenue par 95 États membres de l'ONU.

Le site Web de l'UNGASS a été créé pour permettre une plus large consultation avec les organes des Nations Unies, les organisations internationales et régionales, et les organisations non gouvernementales. Le site contient un calendrier qui fixe les dates et les événements importants pour la CND vers 2016²⁵.

5.2 UNGASS et le mouvement international de réforme

Scott Bernstein a mis les participants au parfum du Programme International en Matière de Drogue de l'Open Society Foundation qui œuvre pour des politiques en matière de drogue basées sur la santé publique et le respect des droits de l'homme. Le programme finance les activités de plaidoyer des organisations de la société civile à travers le monde. Toute fois Scott a souligné que le programme ne finance pas les services de réduction des risques ou de prestation de services.

²⁵ www.ungass2016.org

Scott a demandé aux participants de le contacter s'ils ont tout type de projet entrant dans le cadre du Programme International en Matière de Drogue de l'Open Society Foundation²⁶.

Outre cela, Scott a également fait état de la campagne internationale « Stop The Harm »²⁷. Cette campagne a débuté en Janvier 2015, lorsque 25 organisations travaillant sur les questions liées aux politiques en matière de drogues à travers le monde ont réfléchi sur l'idée de développer une stratégie commune pour l'UNGASS 2016 et ont convenu à la création d'une plateforme commune en vue de rassembler les campagnes existantes, telle que "Soutenir et Ne Punissez Pas"²⁸.



Figure2: logo de Stop the Harm

La plateforme « Stop the Harm » vise à restaurer les défaillances catastrophiques de l'actuel régime mondial de politique en matière de drogues en plaidant pour une nouvelle politique des drogues basée sur la santé, les droits humains, le développement durable et les principes de la réduction des risques. Cette nouvelle politique sera officiellement lancée en Novembre prochain en Anglais, et plus tard traduite en Français et en d'autres langues pour permettre une large adhésion des autres mouvements et organisation œuvrant dans ce domaine.

5.3 Les processus de l'ONU et les acteurs de l'UNGASS

Jamie Bridge a une fois encore invité les participants à former des groupes de travail, et leur a demandé de réfléchir sur le rôle des Etats membres, la société civile, les agences de l'ONU et les usagers de drogues dans le processus de l'UNGASS. Chaque groupe a présenté les résultats de son travail.

²⁶ <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/global-drug-policy-program>

²⁷ <https://stoptheharm.org/>

²⁸ <http://supportdontpunish.org/>

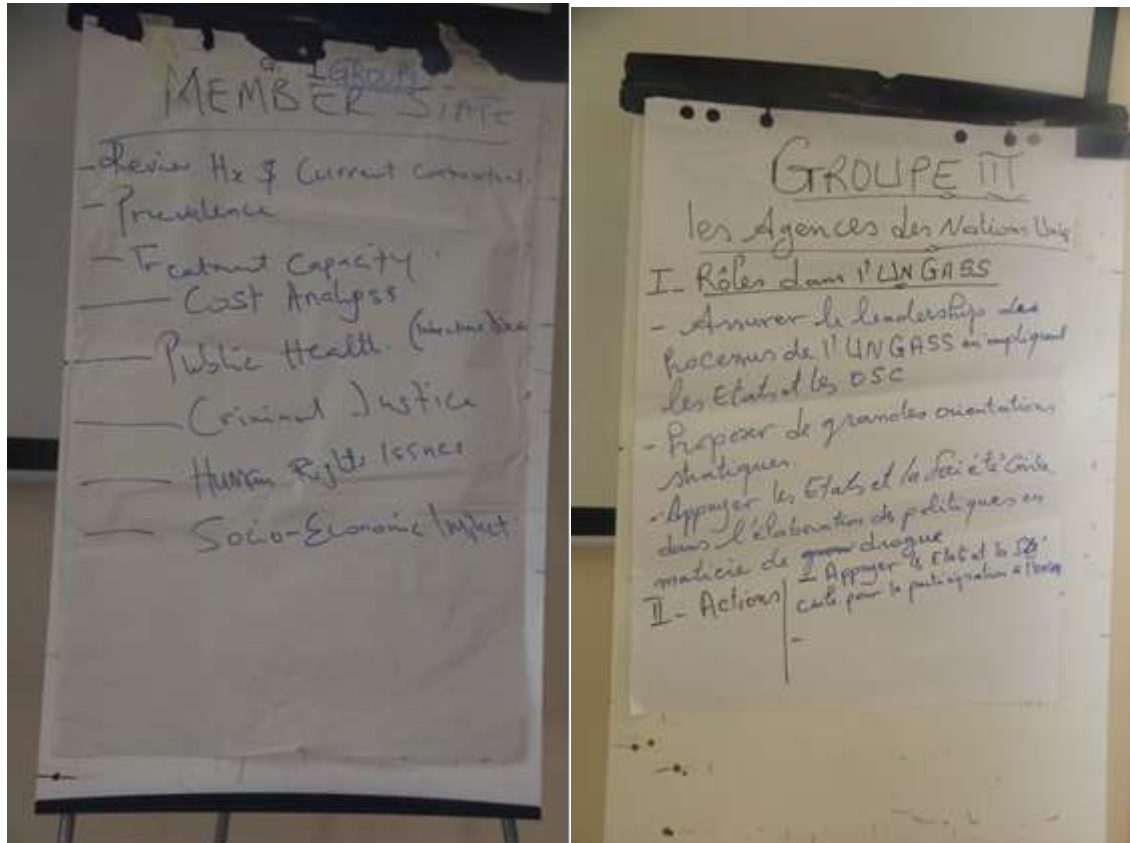


Image 3: Résultats des travaux de groupe

Après les exposés des résultats des travaux de groupe, Maria-Goretti Ane a fait état des meilleures démarches pour de meilleures politiques et les moyens par lesquels les OSC peuvent s'engager dans les processus de l'UNGASS. Elle a appelé les OSC à:

- Suivre le débat sur www.idpc.net et www.cndblog.org
- Engager les médias, à travers « la campagne Ne Punissez Pas »
- Introduire des alliés d'autres secteurs connexes, tels que le VIH et le développement
- Discuter avec leurs gouvernements et les agences des Nations Unies basées dans leur pays
- Participer à des consultations et des réunions régionales comme celle-ci
- Soumettre leurs propositions sur le site www.ungass2016.org, et
- Définir leurs propres « demandes » et les objectifs de l'UNGASS.

En outre Maria a fait état des activités et actions entrepris par les organisations et institutions Africaines et les OSC comme préparatifs vers l'UNGASS, telles que les réunions, les ateliers et les dialogues, notamment:

- Un atelier de la CEDEAO à Abuja pour examiner les questions essentielles relatives à la drogue dans la région et inviter les OSC à activement participer dans la mise en œuvre du Plan d'Action de la CEDEAO (2016 - 2020) sur la drogue²⁹.
- Un atelier à Bogota, en Colombie organisée par Open Society Foundation, où les OSC et

²⁹ <http://www.african-defense.com/featured-posts/ecowas-workshop-on-countering-drug-trafficking/>

les responsables gouvernementaux des pays Africains ont eu l'occasion de partager leurs expériences et apprendre de leurs homologues d'Amérique latine.

- un atelier régional de l'UNODC a Dakar pour mettre l'accent sur les meilleures pratiques à créer un environnement favorable pour les données probantes, la sante publique et les droits humains axées sur les interventions liées au VIH pour les toxicomanes³⁰.
- L'élaboration de la « Position Commune Africaine pour l'UNGASS »³¹ de l'UA, appelle à une réforme des politiques en matière de drogues axée sur la santé et le bien-être, et met l'accent sur la nécessité d'un équilibre entre la réduction de l'offre, de la demande et des risques. La Position Commune de l'UA déclare en outre que la consommation des stupéfiants doit être considérée comme un problème de santé publique, et demande la réaffectation des ressources vers les traitements. Cependant, après plusieurs mois d'élaboration, la Position Commune n'a jamais été soumise au processus de l'UNGASS. Au lieu de cela, l'Afrique du Sud et l'Égypte ont produit un autre document visant à éliminer les stupéfiants en 2019 et rejette toute mention de la réduction des risques.

Maria a aussi donné aux participants un aperçu des demandes de l'IDPC pour l'UNGASS:

- Assurer un débat ouvert avec tous les participants
- Réinitialiser les objectifs des lois contre les stupéfiants
- Soutenir la politique d'expérimentation et de "nouvelles" approches
- Mettre fin à la pénalisation des toxicomanes et autres petits délinquants
- Assurer des sanctions proportionnelles aux infractions liées aux drogues, et une abolition de la peine capitale, et
- Adopter une approche de réduction des risques, avec un financement réorienté de la guerre contre les drogues à la santé publique³².

6.0 PLAIDOYER POUR DE MEILLEURES POLITIQUE

Tel que recommandé dans le kit de formation sur les politiques en matière de drogues³³, le plaidoyer doit être défini par un objectif clair, et doit être considéré comme un processus continu à long terme. Les objectifs peuvent inclure l'élaboration de nouvelle politique en matière des drogues, la révision ou la réforme de l'ancienne politique, ou encore la meilleure mise en œuvre d'une politique.

Les recommandations ci-dessous, subdivisées en huit étapes représentent le processus de planification du plaidoyer:

- Sélectionner la question à aborder
- Analyser et rechercher le problème
- Elaborer les objectifs du travail
- Identifier les cibles
- Identifier les alliés

³⁰ <https://www.unodc.org/unodc/en/hiv-aids/new/regional-dialogue-west-africa.html>

³¹ http://www.au.int/en/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/14441-wd-common_african_position_for_ungass_draft_6_-_english.pdf

³² <http://idpc.net/publications/2014/10/the-road-to-ungass-2016-process-and-policy-asks-from-idpc>

³³ <http://idpc.net/publications/2015/04/west-africa-drug-policy-training-toolkit-facilitation-guide>

- Identifier les ressources à disposition
- Elaborer un plan d'action
- Evaluer et suivre les progrès

En plus, il est nécessaire de choisir les méthodes de plaidoyer à bon escient, afin de faire participer les bénéficiaires (tels que les usagers de drogues) si possible, et élaborer un message clair et simple qui peut être compris et soutenu de tous. Même avec toute ces méthodes, il va falloir attendre qu'une opportunité s'ouvre afin d'avoir le maximum d'impact (voir ci-dessous).

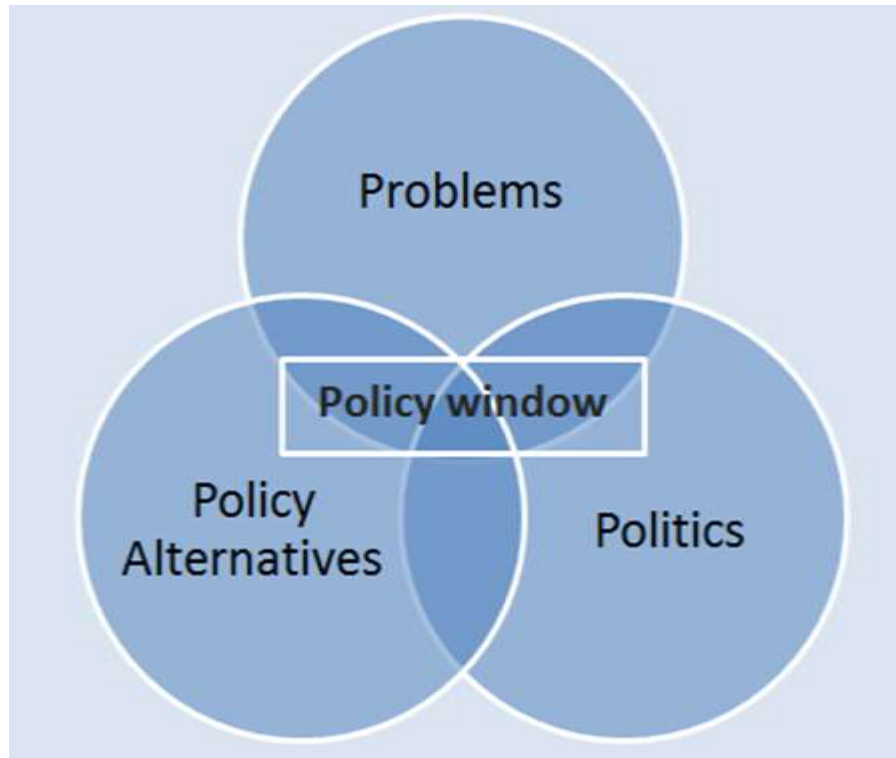


Figure3: occasion de plaidoyer³⁴

Pour une dernière fois les participants ont été mis en groupe, et ont été invités à élaborer un plan d'action de plaidoyer en faveur de l'UNGASS, ce qui pourrait être utilisé par WADPN. Les résultats sont présentés ci-dessous:

³⁴ <http://idpc.net/publications/2015/04/west-africa-drug-policy-training-toolkit-facilitation-guide>

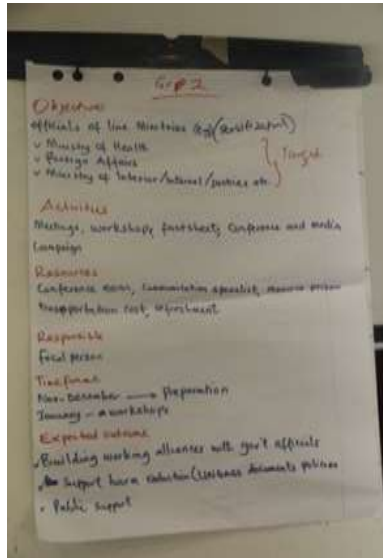


Photo4: résultats du travail de groupe

7.0 SEANCE DE CLOTURE

7.1. Rassembler les données probantes pour de meilleurs plaidoyers (exemple de Ghana)

Maria-Goretti Ane a fait sa présentation au nom de la section du Ghana, dans le but de partager leurs expériences et leçons concernant leur travail de plaidoyer.

Conscient du contexte ghanéen, la section a identifié ses cibles, qui incluent les Ministères de l'Intérieur, de la Santé, des Affaires Etrangères et de l'Education, ainsi que le Bureau du Procureur Général, l'Inspecteur Général, les parents, les usagers de drogues, les médias, les partenaires de la société civile et les groupes religieux.

Après quoi la section a choisi des stratégies de plaidoyer de réforme des politiques en matière de drogue fondées sur les données probantes. Ils emploient tous les moyens de communication disponibles, y compris des forums publics pour veiller à ce que les conséquences néfastes de mauvaises politiques en matière de drogues soient constamment relayées par les médias. Par ailleurs, la section a développé une relation de travail avec le gouvernement à travers une série de dialogues, et a réussi à impliquer les OSC dans le comité national chargé de la préparation de l'UNGASS. En outre la section, a maintenu la dynamique en engageant les autres OSC œuvrant dans le domaine des stupéfiants et des droits humains, et a rehaussé sa voix en travaillant de façon étroite avec Recovery Ghana consortium.

Les messages clés de la section sont les suivants:

- Les droits humains, et en particulier le droit à la santé et au développement durable doivent être au centre des lois et politiques en matière des stupéfiants du Ghana;
- La proportionnalité dans les lois sur les drogues doit être assurée, en mettant l'accent sur les alternatives à l'incarcération pour des infractions mineures liées aux drogues;
- Des engagements politiques et financiers doivent être pris pour la réduction des risques au Ghana; et

- Le Ghana doit mettre fin à la criminalisation des personnes les plus vulnérables aux drogues.

Pour emmener le gouvernement est accepté ou adopté ces messages clés, la section travaille sur le terrain avec les médias, en éduquant les pairs, et en sensibilisant les décideurs. Ils prévoient également un dialogue parlementaire sur le nouveau projet de loi portant sur les contrôles des stupéfiants, et s'efforce d'inclure les OSC dans le Conseil de la Commission des Stupéfiants du Ghana.

Les défis auxquels la section fait face sont de nature culturelle, en raison du tabou et d'une forte stigmatisation sociale concernant les drogues. De même, il subsiste un manque de ressources humaines en termes d'acteur de la société civile pour mener les débats sur la réduction des risques et d'autres interventions liées à la santé publique.

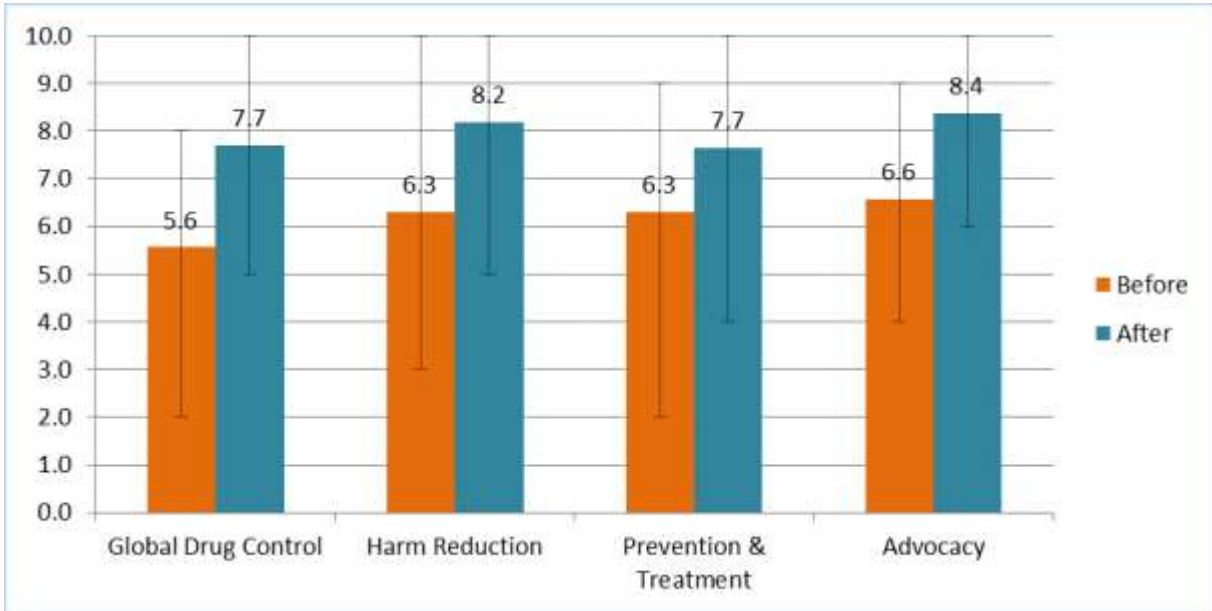
Maria a conclu son exposé avec quelques solutions et recommandations aux autres sections nationales afin d'améliorer leur travail. Par exemple, Maria a suggéré aux participants de soutenir leur plaidoyer avec des données probantes, de recenser les parties prenantes, de promouvoir des débats et dialogues ouverts, et de trouver des moyens afin d'impliquer le gouvernement.

7.2 Mots de clôture

Jamie Bridge a remercié tous les participants pour leur temps, l'énergie et participation au cours des deux jours de l'atelier. Il les a encouragé à continuer sur cette lancée, et a réaffirmé que l'UNGASS n'est que le début du processus. Jamie a aussi remercié tous les partenaires de l'atelier.

8.0 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

Tout comme les ateliers précédents, l>IDPC a distribué des formulaires au début et à la fin de l'atelier pour évaluer les connaissances des participants sur les aspects clés de l'atelier. Le niveau de connaissance du système de contrôle international des drogues a augmenté de 5,6 sur 10 avant l'atelier à 7,7, après, et des augmentations similaires ont été relevées pour le niveau de connaissance sur la réduction des risques (de 6,3 à 8,2), sur la prévention de la toxicomanie et les traitements (de 6,3 à 7,1), et sur les moyens de plaidoyer pour la politique de réforme (de 6.6 à 8,4). L'atelier a également amélioré la sensibilisation sur le rapport du WACD et l'UNGASS.



L’IDPC a également recueilli les feedbacks des participants de façon plus générale, et plus de 90% ont affirmé que la formation était pratique et bien organisée, que les activités ont été instructives, et que l’aptitude de l’animateur était satisfaisante. Toutefois, seul 60% des participants ont convenu qu’il y avait eu assez de temps pour la formation, et qu’il y avait assez de possibilités de participation interactive, bon nombre de participants qui voulaient plus de temps ont fait part de leurs inquiétudes dans les commentaires.

Autres commentaires reçus incluent une plus grande participation des cadres des gouvernements, aussi une plus utilisation de vidéos et de documentaires, et d’éviter au maximum les répétitions (ceci étant le second de deux ateliers pour les représentants de la société civile de la région). Il est toutefois rassurant que les participants disent “on a besoin de plus de formations de ce genre” et qu’ils veulent “ plus de possibilités de partager les expériences et les bonnes pratiques”. Sur un total de 26 formulaires recueillis, 24 ont jugé l’atelier d’être “bon” ou “ excellent”.

ANNEXE 1: COUVERTURE DES MEDIAS

La cérémonie d'ouverture a connu la présence des médias. Les liens ci-dessous constituent les articles écrit et publié par ces derniers.

<http://www.aps.sn/actualites/societe/article/la-ville-de-dakar-compte-environ-1300-usagers-de-drogue-par-intraveineuse-responsable>

<http://www.lequotidien.sn/index.php/component/k2/legalisation-de-la-consommation-de-la-drogue-koffi-annan-fait-des-emules>

<http://www.actusen.com/lutte-contre-la-drogue-le-reseau-ouest-africain-plaide-pour-une-reforme-des-politiques-en-matiere-des-drogues/>

http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=43692:lutte-contre-la-drogue-en-afrique-de-louest--des-reponses-globales-et-transversales-preconisees&catid=59:house-design&Itemid=108

<http://www.riadinfos.com/?p=1805>

<https://seninfos.wordpress.com/2015/10/15/la-commission-ouest-africaine-sur-les-drogues-se-met-en-bouclier-pour-renforcer-les-dispositions-prises-politiquement-par-nos-pays-pour-lutter-contre-ce-fleau/>

<http://fr.allafrica.com/stories/201510151574.html>

ANNEXE 2: PROGRAMME DE L'ATELIER

PREMIER JOUR – ATELIER – 13 OCTOBRE 2015

09:00 – 10:00: INSCRIPTION

- | |
|---|
| - Distribution des kits et formulaires d'évaluation aux participants etc. |
|---|

10:00 – 11:00: SECTION DE BIENVENUE

- | | |
|--|--------|
| - Mots de bienvenue de Nana Afadzinu, Directrice Exécutive de WACSI | 15 min |
| - Mots de bienvenue de Mathias Hounkpe, Administrateur du programme Gouvernance Politique de OSIWA | 15 min |
| - Mots de bienvenue de Christine Kafando, Commissaire de WACD | 15 min |
| - Mots de bienvenue de Jamie Bridge, Administrateur Senior des Politiques et Opérations de IDPC, suivie d'un aperçu général de l'ordre du jour | 15 min |

11:00 – 11:30: PAUSE CAFE

11:30 – 13:00: RECAPITULATION DU PREMIER ATELIER DES OSC (FEVRIER)

- | | |
|---|--------|
| - WACD videos | 10 min |
| - Résumé de la présentation de IDPC | 20 min |
| - Présentation WADPN (derniers développements, SNP, progrès, etc.) | 20 min |
| - Présentation du Réseau du Sénégal (Dernier développements, progrès) | 20 min |
| - Questions-Reponses / discussion | |

13:00 – 14:00: PAUSE DEJEUNER

14:00 – 17:00: VISITE DE SITE DE REDUCTION DES MEFAITS LIES A LA DROGUE A DAKAR

19:00: DINER

DEUXIEME JOUR – ATELIER – 14 OCTOBRE 2015

9:00 – 11:00: LUTTE CONTRE LA DROGUE, LA SECURITE ET LE CRIME ORGANISEE

- | | |
|--|--------|
| - Exposé de WACD: Drogues, violence, sécurité et terreur | 20 min |
| - Activité de IDPC: motivations de la criminalité | 30 min |
| - Exposé de IDPC: modernisation des lois sur les drogues | 20 min |
| - Question & Reponses/ Discussion | |

11:00 – 11:30: PAUSE CAFE

11:30 – 13:00: SEAGNU (Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies)

- | | |
|---|--------|
| - Exposé de IDPC: Qu'est-ce que SEAGNU? | 15 min |
| | 15 min |

- Une mise à jour de la Communication Mondiale qui se déroule sur la SEAGNU	40 min
- Activité de IDPC: Processus de l'UN et les acteurs autour de la SEAGNU	20 min
- Exposé de IDPC: Afrique et le SEAGNU / IDPC pose la question	

13:00 – 14:00: PAUSE DEJEUNER

14:00 – 15:30: PLAIDOYER POUR DE MEILLEURS POLITIQUES

- Récapitulation de l'exposé de IDPC: Les étapes de plaidoyer sur les politiques en matière de drogues	15 min
- Activité de IDPC: Comment engager les différentes parties pendant la SEAGNU par les OSCs	60 min
- Question & Reponses/ Discussion	

15:30 – 16:00: PAUSE CAFE

16:00 – 17:00: SESSION DE CLOTURE

- Exposé de IDPC : Rassemblement d'évidences pour le plaidoyer (le cas du Ghana)	30 min
- Mots de clôture de IDPC	15 min
- Mots de clôture de WACD	15 min

ANNEXE 3: LISTE DES PARTICIPANTS

S/N	Nom des Participants	Pays	Organisation
1	Mohammed Adamu	Ghana	Fondation Wabharm
2	Charlotte Kwakye-Nuako	Ghana	Université Méthodiste, département de psychologie
3	Dieudonné Hounsou	Benin	Social Watch- Benin
4	Jean –Baptiste Elias	Benin	FONAC
5	Dr. Idrissa Ba	Sénégal	Association Sénégalaise de la Réduction des Risques d'Infections (ASRDR)
6	Fatou Fall Dia	Sénégal	Assistante Sociale
7	Bamar Gueye	Sénégal	ONG Jamra
8	Jihonda Joseph Mane	Sénégal	Association des juristes sénégalaises (AJS)
9	Bamba Sindou	Cote d'Ivoire	Regroupement des Acteurs Ivoiriens des Droits Humains (RAIDH)
10	Koffi Kan Jean Henri	Cote d'Ivoire	Coalition internationale pour la préparation aux traitements en Afrique de l'Ouest
11	Ebiti William	Nigeria	Nouveaux professionnels œuvrant dans le domaine de la drogue
12	Molokwu Samuel	Nigeria	Institut responsable du droit à la Santé
13	Mamadou Lamine Bah	Guinée	ONG AIDE-GUINEE
14	Augustin Cisse	Mali	ORFED
15	Cheick Traore	Mali	Kenedougou Solidarité
16	Odji Kokou	Togo	ANCE-TOGO
17	Alphonso T. Quenneh	Liberia	FADCA
18	Augustine J. Loryee	Liberia	Coalition Nationale des Organisations de la Société Civile du Liberia (NACCsol)
19	Marco Silva	Cape Verde	Plateforme des ONG du Cap Vert
20	Christine Kafando	Burkina Faso	Maison des Associations de lutte contre le Sida (MAS)

S/N	Nom des Participants	Pays	Organisation
21	Esaie Ouedraogo	Burkina Faso	RENALDS
22	Issac Kabou	Guinée Bissau	WANEP Guinée-Bissau
23	Mberry Jobe Sonko	La Gambie	Conseil National des Jeunes
24	Karamo Conteh	la Gambie	RAID – The Gambie
25	Gnadjosse Koffi Dovene	Niger	CROISADE
26	Prince Bull-Luseni	Sierra Leone	Fondation des Initiatives Démocratique et de Développement
27	Saa Matthias Bendu	Sierra Leone	Initiative de Développement et d'Espoir pour les Vulnérables
28	Sy Djibril	Mauritanie	SOS Pairs Educateur
PERSONNES RESSOURCES ET EQUIPE DE COORDINATION			
29	Jamie Bridge	Royaume Unis	IDPC
30	Maria-Gorreti Ane	Ghana	IDPC
31	Scott Bernstein	USA	OSF
32	Adeolu Ogunrombi	Nigeria	WADPN
33	Nana Asantewa Afadzinu	Ghana	WACSI
34	Charles Vandyck	Ghana	WACSI
35	Omolara Balogun	Ghana	WACSI
36	Leandre Banon	Ghana	WACSI

ANNEXE 4: PHOTOS DU TRAVAIL DE GROUPE

